

Thème 2: *Ethique politique: institution et administration de la justice*

Abordant la question de la nature des institutions démocratiques, de leur adéquation aux réalités africaines, de la justice et de l'éthique politique, les participants ont développé les réflexions suivantes:

A propos des institutions, ils ont souligné la nécessité des élections comme le moyen le plus approprié de désigner les responsables et, au besoin, de les sanctionner. Il faut se réjouir de ce que, depuis le début des années 1990, plusieurs gouvernements ont perdu des élections qu'ils avaient organisées et ont accepté de pratiquer loyalement l'alternance. Cependant, dans la majorité des cas, les mécanismes électoraux sont loin de fonctionner de manière satisfaisante; les pouvoirs en place, à la fois juges et parties, se refusent à ne pas gagner les élections tandis que les vaincus apparaissent comme de mauvais perdants.

La démocratie ne saurait donc se limiter à la seule organisation d'élections. Elle comporte, au-delà, un minimum d'exigences parmi lesquelles:

- Le strict respect des résultats sortis des urnes;
- La prise en compte et, surtout, la protection des droits de l'Homme et des libertés publiques;
- L'évaluation de l'action de l'Etat par la société civile, par des moyens d'information libres et par le recours à des juridictions appropriées.

L'importance d'une presse privée indépendante et puissante a été soulignée, de même que la nécessité d'une justice indépendante fondée sur des dispositions législatives claires et sur des garanties indiscutables. On a relevé aussi le rôle important qu'est appelé à jouer, en plus de la justice, le médiateur.

La persistance de la corruption fait de la transparence une urgence dans l'Afrique d'aujourd'hui. Cette corruption met en cause les pouvoirs internationaux, habiles à multiplier les sollicitations et les pressions destinées à affaiblir et à discréditer les responsables, même démocratiquement désignés. Mais, elle révèle aussi l'influence néfaste de certaines structures sociales, telles que la famille élargie, dans le maintien de ces pratiques.

Les comportements comptent donc parmi les facteurs qui donnent le maximum de leur efficacité aux institutions démocratiques. C'est dire l'importance de l'éthique qui dicte les comportements au quotidien. Nécessaire à tous les niveaux – international, régional et national – cette éthique devrait concilier les valeurs libérales et les valeurs communautaires. Privilégiant le rassemblement à l'exclusion, celles-ci restent actives au niveau local et doivent être réappropriées et mises en oeuvre au niveau de l'Etat.

Il y a ainsi à organiser une pédagogie de la démocratie, destinée à consolider une culture de la démocratie et de la paix et des comportements adéquats tels que:

- Le respect des différences, notamment religieuses; ce qui implique de n'utiliser en aucun cas la religion au service de la politique;
- La perception de l'autre non pas comme un ennemi mais comme un adversaire et un complément;
- La renonciation à l'esprit de revanche, ce qui implique l'engagement à assurer la sécurité politique, physique et financière des anciens dirigeants;
- Le choix de l'action et le pari sur le futur plutôt que la complaisance dans un passé déformé et instrumentalisé.

Le rôle des intellectuels et des scientifiques a donné lieu à un large débat tant à cause de la compromission de certains d'entre eux dans l'évolution négative de l'Afrique contemporaine qu'à cause de leur silence face aux enjeux de notre continent: c'est à eux qu'il revient de dire et de montrer aux décideurs la complexité des réalités et des processus qui caractérisent l'Afrique.

### Thème 3: *Démocratie, gestion politique et participation*

Les participants se sont principalement attachés à la contradiction existant entre la force de l'Etat, tel qu'il se constitue aujourd'hui, et la faiblesse relative de la société. Au-delà des héritages historiques, la force de l'Etat est, entre autres, l'effet des discours et des pratiques des leaders nationalistes qui ont constamment insisté sur l'unité et le contrôle de la nation plutôt que sur la diversité et la participation. L'Etat se trouve ainsi au centre de tout, du développement économique et de la politique sociale, comme de la sécurité, de l'accès aux ressources et de la production des idées. Il s'agit en même temps d'un Etat privé de légitimité et d'un Etat puissant à rendre aux citoyens les services qu'ils sont en droit d'en attendre.

Face à cet Etat, la société en revanche semble faible, quoiqu'elle regroupe la totalité des citoyens, de la force de travail, des consommateurs, les partis politiques et les organisations professionnelles. Non seulement la société ne contrôle pas l'Etat, mais elle est peu ou mal organisée, elle ne bénéficie pas d'un contrat social à même de fonder un consensus minimal sur le fait de vivre ensemble. Le phénomène de la pauvreté (plus de 45% des Africains au-dessous du seuil de la pauvreté) accroît encore l'exclusion et fragilise la construction de la démocratie.

Comment dès lors renforcer la société et, du même coup, la démocratie. Les participants ont identifié plusieurs stratégies:

- (a) La libéralisation de l'économie comme moyen de transférer de l'Etat à la société le pouvoir économique; il faut cependant veiller à ce que des privatisations systématiques ne conforte de nouvelles formes d'impérialisme en transférant aux étrangers la propriété de biens de la nation;
- (b) L'activation du projet démocratique en rendant les citoyens conscients de leurs droits et en soutenant les luttes menées de longue date en ce sens; dans cette perspective, la contribution des intellectuels est décisive, notamment pour asseoir dans les esprits et dans les coeurs les valeurs démocratiques et y combattre les idéologies de division telles que le tribalisme;
- (c) Le renforcement de la société civile qui doit se faire par le combat quotidien des acteurs locaux en faveur de la démocratie et de la modernité; il convient de réévaluer le rôle et l'action de certaines associations et ONG mal enracinées dans la société ou utilisées par les pouvoirs en place contre la modernité telles que les chefferies coutumières;
- (d) La promotion de l'internationalisme comme une alternative active à une mondialisation subie ; compte tenu du caractère transfrontalier de la plupart des enjeux auxquels l'Afrique est confrontée, la relance du panafricanisme est plus que jamais une urgence; à l'instar des actions menées par l'UNESCO, la communauté internationale ne doit pas se limiter au seul dialogue avec les Etats, elle doit aussi se rapprocher des sociétés;
- (e) Il faut enfin assurer l'irréversibilité du processus démocratique en renforçant le triangle interactif paix durable - développement durable - démocratie et justice.

#### Thème 4: *La capacité des démocraties africaines à gérer les conflits*

L'exemple de l'Afrique du Sud a fait l'objet d'un large débat. Les participants ont convenu que les Africains doivent être fiers de l'évolution de ce pays: en effet, quoiqu'il y subsiste des causes de tensions, celui-ci constitue un exemple positif et éloquent de la capacité des Africains à résoudre pacifiquement un conflit de très longue durée.

Cette issue positive a été rendue possible par plusieurs initiatives et procédures, parmi lesquelles la participation des acteurs sociaux, la transparence des auditions et des décisions, l'amnistie concédée à des conditions précises, la réhabilitation des victimes des violations des droits de l'homme, l'intégration des coupables et des victimes dans une nouvelle société fondée sur la culture de la responsabilité et du partage en lieu et place d'une culture de l'exclusion et de l'impunité.

Au-delà du cas sud-africain, les participants ont reconnu qu'il convient de s'attaquer aux racines du mal et aux causes des conflits plutôt qu'à leurs manifestations. Parmi les multiples causes, ils ont insisté sur celles-ci:

- Les conditions de création de l'Etat national et les problèmes de frontières qu'elles induisent;
- Les effets a posteriori de la guerre froide;
- La manipulation des différences culturelles, religieuses, etc...
- Le commerce des armes;
- L'absence de développement et les tensions économiques souvent méconnues, telles que la question foncière.

Dans tous les cas, la résolution de ces conflits ne saurait se faire par la seule médiation de la communauté internationale, comme le montrent, entre autres, les difficultés du "Mécanisme de prévention et de résolution des conflits" constitué au sein de l'OUA qui oblige d'obtenir l'accord des parties en conflit pour intervenir. Il faut, par conséquent l'adhésion des acteurs locaux eux-mêmes. D'une manière plus durable, il faut assurer une formation à une culture de la paix par un enseignement spécifique: si les jeunes constituent la cible privilégiée de cette éducation, les responsables politiques eux-mêmes, c'est-à-dire les adultes, ont aussi besoin d'être formés à la culture de la tolérance et de la paix.

Thème 5: *Mondialisation, démocratie et gestion de l'économie: A qui appartient l'Afrique?*

Les participants ont été unanimes à considérer cette question comme fondamentale et à souhaiter qu'elle fasse l'objet d'études approfondies et des débats les plus larges.

A leurs yeux, en effet, non seulement l'Afrique n'appartient pas aux Africains, mais elle apparaît comme un otage à l'échelle internationale. Les principaux phénomènes relevés par les participants sont:

- La balkanisation politique, linguistique et culturelle;
- Le pillage continue des ressources du continent;
- La pauvreté paradoxale de plusieurs Etats riches par ailleurs en matières premières, notamment minérales;
- La main-mise sur l'Afrique de technologies et de modèles étrangers, notamment dans le domaine des médias;

- Le poids de la dette;
- La toute puissance des grandes firmes étrangères qui concentrent entre leurs mains des moyens financiers, des moyens de production et un savoir souvent supérieurs à ceux des Etats;
- La dépendance intellectuelle de l'Afrique par rapport aux pays du nord, aggravée par la fuite des cerveaux.

Il est cependant possible de mettre un terme à cette dépossession. Les participants ont exploré plusieurs voies à cet effet:

- (a) La mise au point d'une politique active de développement et d'insertion dans le marché mondial: une telle politique suppose, contrairement au discours dominant, un Etat assez fort;
- (b) L'émergence d'un nouveau type d'élites, grâce en particulier à une éducation appropriée et à l'adoption de comportements refusant la soumission aux modèles étrangers et aux injonctions des institutions financières internationales;
- (c) Le retour des compétences expatriées et le maintien sur le continent des cadres auxquels il faut assurer désormais une formation de haut niveau, digne des défis du XXIème siècle.

Au terme de leurs travaux, les participants ont formulé des recommandations quant au suivi du projet DEMOS-Afrique, que le Directeur général s'est engagé à prendre en considération.

Ils ont adopté à l'unanimité la proposition faite par le Directeur général de constituer un groupe restreint chargé de préparer, à partir des documents, travaux et recommandations de la conférence, les documents à soumettre à la prochaine réunion que l'UNESCO envisage de préparer, en particulier:

- (a) Une Déclaration solennelle des Africains sur les enjeux auxquels l'Afrique est confrontée dans le contexte de la mondialisation et sur les solutions africaines, et un Plan d'action.
- (b) Composé de M. Elikia M'Bokolo (République démocratique du Congo), coordonateur et rapporteur de la conférence, M. Peter Anyang' Nyong'o (Kenya), M. Pedro Pires (Cap Vert), Mme Elisabeth Pognon (Bénin), M. Jamisse U. Taimo (Mozambique), ce groupe pourrait être élargi à d'autres personnalités.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité des participants.